

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (soir) 3 septembre 2014

Direction de l'économie publique

31 2014.RRGR.555 Motion 104-2014 Moser (Landiswil, UDC) Mettre un terme à l'élaboration de la nouvelle stratégie OAN

N° de l'intervention: 104-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 14.05.2014
Déposée par: Moser (Landiswil, UDC) (porte-parole)
Rösti (Kandersteg, UDC)
Studer (Utzenstorf, PBD)
Cosignataires: 1
Urgence accordée: le 05.06.2014
N° d'ACE: 967/2014 du 13.08.2014
Direction: ECO

Mettre un terme à l'élaboration de la nouvelle stratégie OAN

1. Le Conseil-exécutif est chargé de mettre un terme à l'élaboration de la stratégie de l'OAN.
2. Le Conseil-exécutif expliquera à quoi la stratégie de l'OAN est censée aboutir.
3. Si les travaux devaient avoir progressé au point qu'il ne soit plus possible de les stopper, il faut faire marche arrière.
4. La suite de la procédure sera déterminée par tous les cercles concernés, notamment le milieu agricole.

Développement

Je salue la volonté de l'OAN et de la Direction de l'économie publique de permettre une utilisation efficiente des ressources limitées à l'aide d'une stratégie claire pour l'OAN. Je constate cependant qu'il vaudrait parfois mieux ne rien faire du tout.

Les réponses données à mon interpellation I 022-2014 sur la stratégie de l'OAN sont largement insatisfaisantes. Je n'ai pas obtenu de réponse à mes questions pourtant claires sur le processus et les cercles impliqués. Etre contraint de rechercher les réponses aux questions posées auprès d'autres entités que le porteur du projet ne contribue pas vraiment à la popularité d'une stratégie. C'est l'expression tout à fait claire d'un refus de transparence. Une forte proportion des partenaires interrogés fait directement ou indirectement partie de l'administration (commissions d'experts). A aucun moment les importantes organisations de producteurs et productrices et les partis n'ont été consultés ou informés. Or, pour qu'une stratégie dans un domaine aussi vaste que l'OAN soit réalisable, elle doit bénéficier d'un appui beaucoup plus large. Faute de quoi on peut s'en passer complètement.

L'ébauche actuellement disponible a une teneur techniquement inacceptable et n'a rien d'une stratégie. Les orientations données sont agencées de manière confuse et agissent à des niveaux complètement différents. Les objectifs énoncés satisfont certes aux impératifs de la méthode SMART mais ne donnent pas vraiment de direction claire à l'OAN et à son action.

Motivation de l'urgence :

La stratégie OAN est déjà en cours d'élaboration.

Réponse du Conseil-exécutif

Remarques générales

La présente motion relève du domaine de compétence exclusif du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). S'agissant de motions de ce type, le Conseil-exécutif dispose d'une marge de manœuvre relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs, les moyens

à mettre en œuvre et les autres modalités de réalisation du mandat. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Comme son nom l'indique, la stratégie de l'OAN est une stratégie de l'office, qui détermine comment celui-ci veut organiser ses tâches en fonction des dispositions légales et du cadre financier fixé par le Grand Conseil. La responsabilité pour une telle stratégie incombe donc à l'office lui-même et au membre du Conseil-exécutif auquel il est hiérarchiquement subordonné.

Un point fondamental de l'actuelle stratégie de l'OAN 2014 est l'équilibre entre l'exploitation et la protection des ressources. Ce concept a fait ses preuves et il est aujourd'hui reconnu. Le 9 septembre 2013, le directeur de l'économie publique a chargé l'Office de l'agriculture et de la nature (OAN) de réexaminer sa stratégie. Cet examen s'est fait selon un processus clairement structuré, auquel les organisations et offices énumérés ci-dessous ont été associées:

- Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT)
- Office des immeubles et des constructions (OIC)
- Office de l'agriculture du canton de Fribourg
- Office de l'agriculture du canton de Soleure
- Office des eaux et des déchets (OED)
- beco Economie bernoise
- Berner Ala (*Société bernoise pour l'étude et la protection des oiseaux*)
- Fédération des chasseurs bernois (FCB)
- Association «Propriétaires de forêts bernois (PFB)»
- Fédération cantonale bernoise de la pêche (FCPB)
- Office fédéral de l'agriculture (OFAG)
- Office fédéral de l'environnement (OFEV)
- Office vétérinaire fédéral (OVF)
- Chambre d'agriculture du Jura bernois (CAJB)
- Centravo Holding AG
- Association faîtière des organisations bernoises de protection des animaux (DBT)
- Les délices de la région
- Toutes les commissions spécialisées du canton de Berne
- Administration des finances du canton de Berne
- Union professionnelle de la viande du canton de Berne
- Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL), Haute école spécialisée bernoise (HES)
- Association des pêcheurs professionnels du canton de Berne
- Office de coordination Pierres et Terres du canton de Berne (KSE)
- Office des forêts (OFOR)
- LOBAG
- Pro Natura Berne
- REBER, Ernst Sutter AG
- Office des ponts et chaussées du canton de Berne
- Société des vétérinaires bernois (VBT)

Ces offices et organisations couvrent le large éventail des tâches de l'office.

L'OAN dirige l'exécution, la formation et le conseil dans les domaines de l'agriculture, des affaires vétérinaires et de la nature.

Les travaux sur le contenu de la stratégie OAN 2020 sont achevés. Cette nouvelle stratégie poursuit sans interruption la stratégie OAN 2014 en la développant de manière cohérente.

Points 2 et 4

Il a déjà été répondu à la question relative à la procédure dans la réponse à l'interpellation 022-2014. Les offices, organisations et commissions spécialisées concernés ont bien été associés aux travaux. Plusieurs entretiens ont été menés avec la LOBAG, notamment sur des questions de mise en œuvre. La nouvelle stratégie de l'OAN devrait permettre d'exploiter systématiquement les potentiels reconnus et d'apporter des améliorations visibles d'ici à 2020. Les diverses activités de l'OAN sont regroupées en cinq objectifs d'intérêt général: production performante et durable de denrées alimentaires, soutien aux agriculteurs fournissant un service public, mise au point d'un concept de la relation homme-animal, promotion de biotopes dynamiques, et enfin transparence dans la mise en œuvre et services orientés vers la clientèle. La stratégie de l'OAN forme aussi la base de l'exécution de la Politique agricole 2014-2017 dans le canton de Berne. Les points 2 et 4 peuvent donc être adoptés et classés.

Points 1 et 3

Le processus d'élaboration de la stratégie OAN est presque achevé: il est impossible d'y mettre un terme ou de faire marche arrière. Le Conseil-exécutif propose dès lors le rejet des points 1 et 3 de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Point 1 : rejet

Point 2: adoption et classement

Point 3: rejet

Point 4: adoption et classement

La présidente. M. le directeur, bonjour. Nous passons à l'affaire 31, motion de M. Moser «Mettre un terme à l'élaboration de la nouvelle stratégie OAN». Nous sommes en débat réduit. M. Moser, vous retirez des points? – M. Moser retire les points 1, 2 et 3. Nous ne discutons plus que sur le point 4. M. Moser, c'est à vous.

Werner Moser, Landiswil (UDC). In dieser Motion geht es um die LANAT-Strategie 2020. In einer Interpellation habe ich gefragt, wer zur Erarbeitung der erwähnten Strategie beigezogen wurde. Leider habe ich nur folgende Antwort erhalten: «die involvierten Stellen». Aufgrund meiner Motion wurde mir diese Frage nun endlich beantwortet. Für mich trägt solches nicht zum Abbau von Bürokratie bei! Nun heisst es in der Motionsantwort, die Strategie sei nahezu abgeschlossen. Zu den eingezogenen Ämtern und Organisationen: Die Landwirtschaft ist nur mit der LOBAG, sowie der landwirtschaftlichen Partnerorganisation im Berner Jura einbezogen. Bei 11 500 Bauernbetrieben! Dafür wurden viele Organisationen und Ämter befragt, die nicht so stark betroffen sind. Zweimal die Fischer, eine Grossmetzgerei, Centravo, also Abfallverwertungsgenossenschaft wurden dafür befragt. Ich frage, warum wurden keine Produzentenorganisationen befragt? Oder Labelorganisationen: weder Bio noch integriert produzierende Bauernorganisationen? Ich akzeptiere, dass diese Strategie nahezu abgeschlossen ist. Deshalb ziehe ich die Punkte 1–3 zurück. Bei Punkt 4 erbitte ich aber Annahme und Nicht-Abschreibung, weil 11 500 Bauernbetriebe schlecht vertreten sind.

Hubert Klopfenstein, Biel/Bienne (PLR). Ich als landwirtschaftlicher Sachverständiger – ich bin auch entsprechend angezogen – halte folgendes fest: In unserer Fraktion hat man Sympathien für das Anliegen. Die richtigen Fragen wurden gestellt. In der Tat läuft etwas falsch, wenn man bei einer Strategie die wichtigsten Player nicht anhört, nämlich die Bauern oder Produzenten. Dafür hat man den Betonverband angehört. Das ist ja noch lustig, das kommt in der Strategie sicher gut heraus. Aber wie gesagt: Die Fristen sind natürlich vorbei. Punkte 1, 2 und 3 sind zurückgezogen. Es geht um Punkt 4. Meines Erachtens ist das ein vernünftiger Ansatz. Wir akzeptieren ihn und beantragen Punkt 4 ohne Abschreibung. Damit wäre ich unter den zwei Minuten. (*Hilarité*)

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Es reicht noch fast für mich! Der glp-Fraktion ist es wichtig, dass Strategien auch offen kommuniziert werden und bei Vernehmlassungen möglichst alle eingeladen sind. Das wurde scheinbar gemäss der Regierungsantwort hier gemacht, aber man kennt sie noch nicht. Wir können also das Anliegen des Motionärs verstehen. Wir sind der Meinung, dass diese Strategie erst einmal kommen soll und dann schreiben wir sie ab. Also wir unterstützen den Motionär und lehnen die Abschreibung ebenfalls ab.

Kilian Baumann, Suberg (Les Verts). Die Punkte 1 und 3 hätten wir von der grünen Fraktion klar abgelehnt. Wir sind daher froh, dass sie zurückgezogen wurden. Punkt 4 werden wir annehmen und wir haben auch nichts dagegen, wenn man ihn nicht abschreibt. Der Regierungsrat kann klar und transparent kommunizieren, wohin die LANAT-Strategie gehen soll.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Die BDP-Fraktion ging davon aus, dass die ganze Motion zurückgezogen und eine klarere Forderung nachgeschoben wird. Ich selber weiss, dass diese LANAT-Strategie ein Papiertiger mit äusserst schwammigen Vorstellungen ist, ohne konkrete und klare Vorgaben, wohin dieser grosse Agrarkanton gehen soll. Wie wir gehört haben, wurde kaum jemand von der praktizierenden Landwirtschaft in diesen Erarbeitungsprozess einbezogen. Dafür

konnten viele Funktionäre von grossen Verbänden und Bundesämtern mitmachen, die zum Teil sehr, sehr weit von der Praxis entfernt sind.

Liebe Grossrätinnen und Grossräte. Ich bin jetzt ganz ehrlich und sage Ihnen jetzt, wo vermutlich das Problem liegt und was vermutlich der Grund für diese Motion war. Diese Motion ist ganz klar ein Misstrauensvotum an die Leitung des LANAT. Herr Rickenbacher, ich erwarte, dass Sie als Regierungsrat für das LANAT die Verantwortung übernehmen und eine Situation schaffen, die der Rolle des Kantons Bern als grösster Agrarkanton gerecht wird. Es reicht nicht, ein Papierchen zu kreieren, das man mit einer Menge von ökologischem Wunschdenken füllt! Als Berner Bauern erwarten wir eine handfeste Strategie, die eine ökologische und produzierende Landwirtschaft fördert und den innovativen Bauernfamilien eine Zukunft aufzeigt. Die BDP-Fraktion ist nicht glücklich damit, wie diese Motion aufgegleist wurde. Sie teilt aber das Grundanliegen bezüglich der Kritik am LANAT. Wichtig ist das deutliche Deponieren dieser Kritik. Wie man dann über Punkt 4 entscheidet, ist für uns eigentlich sekundär.

Matthias Burkhalter, Rümligen (PS). Ich glaube, diese Motion oder dieses Anliegen ist schon fast in unserem Sinn beschlossen. Es geht mehr um die Differenz bei der Abschreibung von Punkt 4. Dort geht es nicht um die Strategie, sondern um die Umsetzung der Strategie, und wir haben eigentlich nichts dagegen, wenn man das mit den Betroffenen noch weiter klärt. Ein Teil unserer Fraktion wird Punkt 4 abschreiben, ein anderer Teil nicht. Wir sind allerdings beeindruckt von der grossen Liste der Organisationen, mit denen das LANAT die Strategie abgeklärt hat. Ich glaube, alle haben sich Mühe gegeben. Möglicherweise ist es ein Fehler, dass nicht alle direkt Betroffenen erwischt wurden. Diese Organisationen sollten sich auch melden. Abschreiben oder nicht abschreiben spielt für uns also keine grosse Rolle.

Niklaus Gfeller, Rüfenacht (PEV). Wenn wir von der EVP-Fraktion die Antwort der Regierung auf die vorliegende Motion lesen und die Antwort der Regierung auf die erwähnte Interpellation, die im Frühling behandelt wurde, dann ist für uns eigentlich alles beantwortet. Das gilt insbesondere auch für Punkt 4 dieser Motion. Aus unserer Sicht gibt es nichts, das gegen eine korrekte Erarbeitung dieser Strategie spricht. Aus unserer Sicht wird diese Strategie nach allen Regeln der Kunst ausgearbeitet. Und wir stellen insbesondere fest, dass die wichtigen Gruppierungen, namentlich auch die LOBAG, in die Erarbeitung einbezogen wurden. Auch wenn die Strategie noch nicht vorliegt, erlaube ich mir gerne noch ein Wort dazu: Wir halten fest, dass aus unserer Sicht diese Strategie die fünf relevanten Stossrichtungen ausgewählt hat. Wir von der EVP werden Punkt 4 abschreiben.

Hans Rösti, Kandersteg (UDC). Die SVP ist klar der Meinung, dass Punkt 4 nicht abzuschreiben ist. Es wurde dargelegt, wer Stellung nehmen konnte. Wenn man dabei gewisse Organisationen hinterfragt, ist das nicht ein Hinterfragen dieser Organisationen. Wir bemängeln, dass die landwirtschaftlichen Organisationen nicht einbezogen wurden. Wir haben sicher kein Problem mit sämtlichen Ämtern, die Stellung nehmen konnten. Aber wir haben Tierzuchtverbände, Gemüseproduzentenverbände, Obstproduzenten und Rübenproduzenten. Wir haben Alpwirtschaft und Käseproduzenten. Geschätzte Leute, das sind diejenigen, die sich mit der LANAT-Strategie auseinandersetzen müssen, Bauernfamilien die dahinter stehen können und müssen. Und diese Leute bezieht ihr in diese Strategie nicht ein! Geschätzter Res Rickenbacher, ich bitte dich, in Zukunft die betroffenen Leute auch einzubeziehen! Darum nehmt diese Motion in Punkt 4 an, aber schreibt sie nicht ab.

La présidente. Y-a-t-il encore un porte-parole de groupe? – Non. M. Rickenbacher, c'est à vous.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Herzlichen Dank für die Diskussion. Man lernt auch als Regierungsrat täglich wieder etwas dazu. Bisher war ich der Meinung, dass die LOBAG die 11 000 Bauernbetriebe im Kanton Bern vertritt. Deswegen dachten wir, dass mit der LOBAG die Bauernbetriebe einbezogen seien. Offensichtlich ist es aber nicht so, dass die LOBAG die Interessen sämtlicher Bauernverbände vertritt. Ich bin gerne bereit, diese Listen künftig mit Ihnen zusammen zu überarbeiten und dann zu überlegen, welche weiteren Organisationen man einbeziehen muss.

Ergänzend zur Antwort des Regierungsrats möchte ich hier noch einmal klar und deutlich festhalten, dass es sich bei der LANAT-Strategie nicht um eine Strategie des Regierungsrats handelt, sondern

um eine Amtsstrategie. Daher kommuniziert auch nicht der Regierungsrat darüber, sondern das Amt, welches diese Strategie erarbeitet.

Zum Fraktionssprecher der BDP muss ich deshalb auch klar sagen: Es ist eben nicht eine Agrarstrategie! Vielmehr handelt es sich hier um die LANAT-Strategie, das heisst, eine Strategie für Landwirtschaft und Natur. Wir haben ja im Kanton Bern – noch vor meiner Zeit als Regierungsrat – bewusst den Entscheid getroffen, dass die Bereiche Landwirtschaft und Natur in einem Amt zusammengefasst werden. Deswegen ist es auch richtig, dass das Amt nicht einfach isoliert eine Landwirtschaftsstrategie erstellt, sondern eine Strategie für Landwirtschaft und Natur.

Herr Grossrat Stähli, ich möchte auch ganz klar in Abrede stellen, dass hier die Landwirtschaft nicht berücksichtigt wird. Sie haben in der Motionsantwort gesehen, dass wir in dieser Strategie fünf Stossrichtungen definiert haben. Die erste Stossrichtung zielt auf eine leistungsstarke und nachhaltige Nahrungsmittelproduktion. Sie sehen also, dass die produzierende Landwirtschaft in dieser Strategie des LANAT an einem prominenten Ort berücksichtigt wird. Die zweite Stossrichtung ist die Förderung des Service Public vom Bauernhof. Auch das sind wichtige Dienstleistungen der Bauernfamilien im Kanton Bern. Zudem gibt es drei weitere Stossrichtungen, die eher im Bereich von Umwelt und Natur sind. Daher bin ich ganz klar der Meinung, dass auch die politischen Stossrichtungen ausgewogen sind, wenn man von einer LANAT-Strategie ausgeht, eben einer Strategie für Landwirtschaft und Natur.

Ich komme zur Frage des übriggebliebenen vierten Punkts. Ich muss Ihnen ganz klar sagen, dass die Erarbeitung dieser Strategie in der Endphase ist. Sie wird nach den Herbstferien kommuniziert. Ich weiss nach dieser Diskussion nicht mehr ganz genau, wie ich den vierten Punkt interpretieren muss. Wir haben ihn bei der schriftlichen Beantwortung der Motion folgendermassen interpretiert: In der Erarbeitung sollen die betroffenen Kreise einbezogen werden. Aus meiner Sicht wurde das gemacht, wenn Sie diese Liste betrachten. Die LANAT-Strategie ist jetzt in der Schlussphase und wird nächstens kommuniziert. Daher ist auch keine Änderung mehr möglich. Ich habe in der Diskussion herausgespürt, dass in der weiteren Umsetzung zusätzliche Kreise einbezogen werden sollen. Vorhin hat Hans Rösti eine Liste mit weiteren Organisationen aufgeführt, die einbezogen werden sollen. Wenn es dabei um die Umsetzung geht, dann habe ich keine Differenz. Dann wird man das machen. Daher könnte ich mit diesem Punkt sogar leben. Die Regierung hat Ihnen einfach die Abschreibung vorgeschlagen, weil eine Änderung in der Erarbeitung der Strategie nicht mehr möglich ist, da sie nahezu abgeschlossen ist. Daher überlasse ich es dem Grossen Rat, wie er sich bei der Frage der Abschreibung positionieren will.

La présidente. Nous allons donc voter sur ce point 4 de la motion «Mettre un terme à l'élaboration de la nouvelle stratégie OAN» D'abord, nous votons sur le point 4 pour une motion ou non, puis si vous acceptez le classement ou non. Ceux qui acceptent le point 4 en tant que motion disent oui, ceux qui refusent disent non.

Vote (ch. 4 de la motion)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	124
-----	-----

Non	6
-----	---

Abstentions	3
-------------	---

La présidente. Vous avez accepté ce point 4. Nous passons donc au classement. Ceux qui acceptent le classement disent oui, ceux qui refusent le classement disent non.

Vote (classement du ch. 4)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui	36
-----	----

Non	96
-----	----

Abstentions	0
-------------	---

La présidente. Vous avez refusé le classement de ce point.

